**MINISTERIAL DECLARATION ON SUSTAINABLE FINANCING FOR EDUCATION AND DOMESTIC RESOURCE COMMITMENTS**

We, Ministers of Education representing the 93 partner countries of the Global Partnership for Education, make the following declaration.

Convinced that education is a strategic investment in economic growth, social stability and long-term national resilience, and that financing education is an economic imperative to increase productivity, labor market participation and expand the future tax base;

Concerned that the global development financing landscape is undergoing significant constraints due to rising debt burdens, limited fiscal space, and evolving geopolitical priorities; and that the sharp decline in official development assistance is further compounding fiscal pressures on the availability and predictability of financing for long-term investments in sectors such as education;

Recognising that education remains structurally underfunded despite its proven returns, and that global losses associated with underinvestment in education are estimated at USD 3.3 trillion annually;

Affirming that domestic resource mobilisation is the foundation of sustainable education financing over time; and that external financing should reinforce national efforts by stabilising, catalysing, and accelerating nationally led priorities;

Reaffirming the critical and irreplaceable role of the Global Partnership for Education in accelerating nationally led education reforms; mobilizing catalytic resources and supporting country led sustainable financing pathways; and driving coordinated and inclusive partnerships to ensure that system transformation delivers results for children and young people, especially the most marginalized;

Welcoming GPE's fifth financing campaign as a unique opportunity to accelerate reforms, and strengthen partnerships for the years ahead as we approach the deadline to achieve SDG4;

Commending the leadership of donor and partner governments who have already made commitments as part of the campaign; and calling on all partners to match this moment with bold and ambitious commitments to fund education.

**OUR COMMITMENTS**

We commit to embedding education as a whole-of-government priority, anchoring its financing within credible medium-term fiscal trajectories and strengthening the public, institutional, and financing frameworks required to sustain investment over time including by:

- Strengthening domestic public financing for education by enhancing revenue mobilisation, improving budget prioritisation, and increasing expenditure efficiency;
- Ensuring joint stewardship between Ministries of Education and Finance to align sector reforms with macro-fiscal realities, medium-term expenditure frameworks, and national development priorities;
- Implementing education investment strategies that integrate budgets, policies, and results within coherent national frameworks, linking resources to measurable outcomes and priority reforms;
- Ensuring external resources are aligned with national systems, reduce fragmentation, and support the sustainability and delivery of priority reforms;
- Improving the allocation and effectiveness of education spending to advance equity, quality, and inclusion, particularly for girls and children in fragile and conflict-affected contexts, children with disabilities and refugees;
- Strengthening accountability and transparency on education budgets and results, including through improved data systems and critical learning outcome data, performance monitoring, and meaningful civil society engagement, and to reporting progress through national review mechanisms and inclusive sector dialogue.

**A CALL TO DEVELOPMENT PARTNERS**

We call on our bilateral and multilateral development partners to recognise education as a foundational investment for self-sustaining development, and urge them to:

- Prioritise education within development financing architectures, commensurate with its role in strengthening human capital, economic productivity, and fiscal resilience;
- Increase and sustain support to the Global Partnership for Education as a proven platform for catalysing domestic reform and aligning financing with national priorities;
- Provide predictable, flexible, and catalytic financing that strengthens country systems, supports long-term reform, and reduces fragmentation.

**CONCLUSION**

We stand united in moving beyond the question of whether to invest in education, toward ensuring that education systems are equitable by design, accountable in practice, and resilient over time.

Through this Declaration, we reaffirm our leadership and call for a strengthened global partnership that aligns international support with national ambition.

Adopted by Ministers responsible for Education
Global Partnership for Education Board Meeting, June 2026

**DÉCLARATION MINISTÉRIELLE SUR LE FINANCEMENT DURABLE DE L'ÉDUCATION ET LES ENGAGEMENTS CONCERNANT LES RESSOURCES NATIONALES**

Nous, ministres de l'Éducation représentant les 93 pays partenaires du Partenariat mondial pour l'éducation, avons fait la déclaration suivante :

Convaincus que l'éducation constitue un investissement stratégique dans la croissance économique, la stabilité sociale et la résilience nationale à long terme, et que son financement est un impératif économique pour accroître la productivité, favoriser la participation au marché du travail et élargir l'assiette fiscale future ;

Préoccupés par les contraintes croissantes qui pèsent sur le financement mondial du développement, liées notamment à l'augmentation du fardeau de la dette, au resserrement de l'espace budgétaire et à l'évolution des priorités géopolitiques ; et par la forte baisse de l'aide publique au développement qui exacerbe encore les pressions budgétaires sur la disponibilité et la prévisibilité des financements pour les investissements à long terme dans des secteurs clés tels que l'éducation ;

Reconnaissant que l'éducation reste structurellement sous-financée malgré ses rendements avérés, et que les pertes mondiales associées au sous-investissement dans l'éducation sont estimées à 3 300 milliards de dollars par an ;

Affirmant que la mobilisation des ressources nationales constitue le fondement d'un financement durable de l'éducation ; et que le financement externe doit renforcer les efforts nationaux en stabilisant, catalysant et accélérant les priorités nationales ;

Réaffirmant le rôle essentiel et irremplaçable du Partenariat mondial pour l'éducation dans l'accélération des réformes de l'éducation pilotées par les pays ; la mobilisation des ressources catalytiques, le soutien des mécanismes de financement durable pilotés par les pays ; ainsi que la promotion de partenariats coordonnés et inclusifs, pour que la transformation systémique produise des résultats tangibles au profit des enfants et des jeunes, en particulier les plus marginalisés ;

Saluant la cinquième campagne de financement du GPE, qui constitue une occasion unique d'accélérer les réformes et de renforcer les partenariats pour les années à venir, alors que nous approchons de l'échéance fixée pour la réalisation de l'objectif de développement durable 4 ;

Official Use Only

Saluant le leadership des gouvernements donateurs et partenaires qui ont déjà pris des engagements dans le cadre de la campagne ; et appelant tous les partenaires à saisir ce moment pour prendre des engagements audacieux et ambitieux en faveur de l'éducation.

**NOS ENGAGEMENTS**

Nous nous engageons à faire de l'éducation une priorité de l'ensemble du gouvernement, à inscrire son financement dans des trajectoires budgétaires crédibles à moyen terme, et à renforcer les cadres publics, institutionnels et financiers nécessaires pour soutenir les investissements sur le long terme, notamment en :

- augmentant le financement public national de l'éducation grâce à une meilleure mobilisation des recettes, à une hiérarchisation stratégique des priorités budgétaires, et à une amélioration de l'efficience des dépenses ;
- assurant une gestion conjointe par les ministères de l'Éducation et des Finances afin d'aligner les réformes sectorielles sur les réalités macro-budgétaires, les cadres de dépenses à moyen terme, ainsi que les priorités nationales de développement ;
- mettant en œuvre des stratégies d'investissement dans l'éducation qui intègrent les budgets, les politiques et les résultats dans des cadres nationaux cohérents, en liant les ressources à des résultats mesurables et à des réformes prioritaires ;
- veillant à l'alignement des ressources extérieures sur les systèmes nationaux, afin de réduire la fragmentation, et de soutenir la viabilité ainsi que la mise en œuvre des réformes prioritaires ;
- améliorant l'allocation et l'efficacité des dépenses d'éducation afin de promouvoir l'équité, la qualité et l'inclusion, en particulier pour les filles et les enfants vivant dans des contextes de fragilité et de conflit, les enfants en situation de handicap et les réfugiés.
- renforçant la redevabilité et la transparence en matière de budgets et de résultats de l'éducation, notamment par l'amélioration des systèmes de données et des données essentielles sur les résultats d'apprentissage, du suivi des performances, et d'une participation significative de la société civile, ainsi qu'en établissant des rapports sur l'état d'avancement des interventions par le biais des mécanismes d'examen nationaux et de dialogues sectoriels inclusifs.

**APPEL AUX PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT**

Nous appelons nos partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux à reconnaître l'éducation comme un investissement fondamental pour un développement autonome, et les exhortons à :

Official Use Only

- accorder à l'éducation une priorité accrue dans les architectures de financement du développement, à la hauteur de son rôle dans le renforcement du capital humain, de la productivité économique et de la résilience budgétaire ;
- accroître et pérenniser l'appui au Partenariat mondial pour l'éducation, en tant que plateforme éprouvée pour catalyser les réformes nationales et aligner les financements sur les priorités nationales ;
- fournir des financements prévisibles, flexibles et catalytiques qui renforcent les systèmes nationaux, soutiennent les réformes à long terme et réduisent la fragmentation.

**EN CONCLUSION**

Nous sommes unis pour dépasser le débat sur la nécessité d'investir dans l'éducation et nous engager résolument à faire en sorte que les systèmes éducatifs soient équitables dès leur conception, responsables dans la pratique et résilients sur la durée .

Par la présente déclaration, nous réaffirmons notre leadership et appelons à un partenariat mondial renforcé, qui aligne l'aide internationale sur les ambitions nationales.

Adoptée par les ministres responsables de l'éducation
Réunion du Conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation, juin 2026

Official Use Only

**DECLARACIÓN MINISTERIAL SOBRE EL FINANCIAMIENTO SOSTENIBLE DE LA EDUCACIÓN Y LOS COMPROMISOS DE RECURSOS NACIONALES**

Nosotros, los Ministros de Educación que representamos a los 93 países asociados de la Alianza Mundial para la Educación, hacemos la siguiente declaración.

Convencidos de que la educación es una inversión estratégica en el crecimiento económico, la estabilidad social y la resiliencia nacional a largo plazo, y de que financiar la educación es un imperativo económico para aumentar la productividad, la participación en el mercado laboral y ampliar la base impositiva futura;

Preocupados por las limitaciones significativas que enfrenta el panorama mundial del financiamiento para el desarrollo debido al aumento de la carga de la deuda, el limitado margen fiscal y la evolución de las prioridades geopolíticas; y por el hecho de que la fuerte disminución de la asistencia oficial al desarrollo agrava aún más las presiones fiscales sobre la disponibilidad y la previsibilidad del financiamiento para inversiones a largo plazo en sectores como la educación;

Reconociendo que el financiamiento de la educación sigue siendo estructuralmente insuficiente a pesar de sus beneficios comprobados, y que las pérdidas mundiales asociadas con la falta de inversión en educación se estiman en 3.3 billones de dólares al año;

Afirmando que la movilización de recursos nacionales constituye la base del financiamiento sostenible de la educación a lo largo del tiempo; y que el financiamiento externo debe reforzar los esfuerzos nacionales estabilizando, catalizando y acelerando las prioridades lideradas a nivel nacional;

Reafirmando el papel fundamental e insustituible de la Alianza Mundial para la Educación en acelerar las reformas educativas lideradas a nivel nacional; movilizar recursos catalizadores y apoyar vías de financiamiento sostenible lideradas por los países; e impulsar alianzas coordinadas e inclusivas para garantizar que la transformación del sistema genere resultados para los niños, las niñas y los jóvenes, especialmente los más marginados;

Acogiendo con beneplácito la quinta campaña de financiamiento de la GPE como una oportunidad única para acelerar las reformas y fortalecer las alianzas de cara a los próximos años, a medida que nos acercamos a la fecha límite para alcanzar el ODS 4;

Elogiando el liderazgo de los gobiernos donantes y socios que ya han asumido compromisos en el marco de la campaña; e instando a todos los socios a que respondan a este momento con compromisos audaces y ambiciosos para financiar la educación.

**NUESTROS COMPROMISOS**

Nos comprometemos a integrar la educación como una prioridad de todo el gobierno, afianzando su financiamiento dentro de trayectorias fiscales a mediano plazo creíbles y fortaleciendo los marcos públicos, institucionales y de financiamiento necesarios para sostener la inversión a lo largo del tiempo, entre otras cosas a través de:

- Fortalecer el financiamiento público nacional para la educación mediante la mejora de la movilización de ingresos, la optimización de las prioridades presupuestarias y el aumento de la eficiencia del gasto;
- Garantizar la gestión conjunta entre los Ministerios de Educación y de Finanzas para alinear las reformas del sector con las realidades macro-fiscales, los marcos de gasto a mediano plazo y las prioridades nacionales de desarrollo;
- Implementar estrategias de inversión en educación que integren presupuestos, políticas y resultados dentro de marcos nacionales coherentes, vinculando los recursos a resultados medibles y a reformas prioritarias;
- Asegurar que los recursos externos se alineen con los sistemas nacionales, reduzcan la fragmentación y apoyen la sostenibilidad y la ejecución de las reformas prioritarias;
- Mejorar la asignación y la eficacia del gasto en educación para promover la equidad, la calidad y la inclusión, en particular para las niñas y los niños en contextos frágiles y afectados por conflictos, los niños con discapacidad y los refugiados;
- Fortalecer la rendición de cuentas y la transparencia en los presupuestos y resultados educativos, entre otras cosas mediante la mejora de los sistemas de datos y de los datos críticos relacionados con los resultados del aprendizaje, el monitoreo del desempeño y la participación significativa de la sociedad civil, así como la presentación de informes sobre los avances a través de mecanismos nacionales de revisión y un diálogo sectorial inclusivo.

**LLAMAMIENTO A LOS SOCIOS PARA EL DESARROLLO**

Hacemos un llamamiento a nuestros socios para el desarrollo bilaterales y multilaterales para que reconozcan la educación como una inversión fundamental para el desarrollo autosostenible, y les instamos a:

Official Use Only

- Priorizar la educación dentro de las estructuras de financiamiento para el desarrollo, en consonancia con su papel en el fortalecimiento del capital humano, la productividad económica y la resiliencia fiscal;
- Incrementar y mantener el apoyo a la Alianza Mundial para la Educación como una plataforma probada para impulsar las reformas nacionales y alinear el financiamiento con las prioridades nacionales;
- Proporcionar un financiamiento predecible, flexible y catalizador que fortalezca los sistemas nacionales, apoye la reforma a largo plazo y reduzca la fragmentación.

**CONCLUSIÓN**

Nos mantenemos unidos en nuestro compromiso de ir más allá de la cuestión sobre si se debe o no invertir en educación, y avanzar hacia la garantía de que los sistemas educativos sean equitativos por diseño, estén sujetos a la rendición de cuentas en la práctica y resilientes a lo largo del tiempo.

Mediante esta Declaración, reafirmamos nuestro liderazgo y hacemos un llamamiento a una alianza mundial más sólida que alinee el apoyo internacional con las aspiraciones nacionales.

Aprobada por los Ministros responsables de Educación
Reunión de la Junta Directiva de la Alianza Mundial para la Educación, junio de 2026

Official Use Only